

ce n'était pas des concessions et compromis « habiles » avec la « petite bourgeoisie » ancienne ou nouvelle ; ce n'était pas un pacte avec une fraction de la grande bourgeoisie... pour réaliser on ne sait quelle « alliance » au nom trompeur d'« Unité populaire » ou « d'Union du peuple de France ». Ce qu'il fallait, ce qu'il faut, c'est l'unité ouvrière.

## I. Unité ouvrière contre la répression

La forme la plus élémentaire de l'Unité ouvrière est sans aucun doute l'unité de la classe ouvrière et de toutes ses organisations contre la répression bourgeoise.

Cette tâche élémentaire de solidarité de classe fut rarement remplie par les directions des grandes organisations du mouvement ouvrier. Constamment elles ont mis des limites à leur soutien, posant des préalables à l'unité d'action, restant l'arme au pied, ou pire, apportant leur caution à la répression elle-même.

### Qu'on se rappelle !

— Certes le PS et le PC firent un geste lorsque la Ligue communiste fut dissoute pour avoir osé tenter d'interdire un meeting raciste. Mais, ils refusèrent de lui donner la parole au meeting de soutien.

— G. Marchais, lors de l'assassinat du militant ouvrier maoïste, Pierre Overney, renvoya dos à dos l'assassin et la victime traités tous deux de « provocateurs ».

— Les directions du PS, du PC et de la CGT refusèrent de soutenir la CFDT et le mouvement des comités de soldats victimes de la répression chiraquienne.

— On se rappelle la déclaration devenue tristement célèbre de G. Seguy : « Nous ne sommes pas des inconditionnels de la solidarité ».

— Les directions du PS et de la CFDT refusèrent d'apporter leur soutien, sans condition, au PC portugais victime des coups de l'extrême droite.

— Les directions du PS et du PC laissèrent honteusement extradier K. Croissant.

### Nous sommes « des inconditionnels de la solidarité » :

Quand à nous, malgré les exclusives, nous ne nous sommes jamais résignés :

— Nous avons manifesté pour Pierre Overney militant maoïste, pour Michel Laborde, militant du PCF, pour Pierre Maître, militant de la CGT, pour défendre les militants CFDT victimes de la répression, pour K. Croissant.

Et avec entêtement nous réaffirmons : « Qui nous sommes des inconditionnels de la solidarité ouvrière ! »

## 2. Pour la lutte, unité !

### Pour l'unité, des revendications unifiantes !

On se souvient que les organisations révolutionnaires furent les premières, après Mai 1968, à mener campagne pour les augmentations uniformes. Elles étaient alors accusées par les directions réformistes de vouloir « déshabiller Pierre pour habiller Paul ». Depuis l'idée a fait son chemin. Et par exemple lors de la dernière grève EDF, la CFDT et la CGT revendiquaient ensemble une augmentation égale pour tous de 200 F. Il restait bien sûr à développer et élargir la lutte dans l'unité au lieu de la brader à la veille de la campagne électorale.

Aujourd'hui la lutte pour des revendications unifiantes est d'autant plus importante que la crise facilite la division de la classe ouvrière entre les différentes catégories de salariés, entre actifs et chômeurs, entre hommes et femmes, entre Français et immigrés !

● La lutte unie pour les salaires : la lutte unie et « payante » de l'ensemble des travailleurs pour la défense et l'amélioration du pouvoir d'achat peut s'appuyer sur les revendications suivantes :

— pas de salaires en dessous du SMIC à 2 400 F ;

— augmentations égales pour tous de 300 F ;

— échelle mobile mensuelle des salaires sur indices des organisations syndicales.

Nous sommes pour une limitation de tous les salaires à 5 ou 6 fois le SMIC révalorisés et indexés sur l'évolution des prix. Mais nous refusons qu'on joue avec notre aspiration à plus de justice et d'égalité, et qu'on fasse passer une politique d'austérité dite de « gauche » consistant à augmenter substantiellement le SMIC et à planifier la baisse du pouvoir d'achat du reste des salariés.

● Et la semaine de 35 heures !

Nous luttons pour la diminution massive du temps de travail sans diminution de salaire, ni augmentation des cadences. Nous voulons la semaine de 35 heures ! Ainsi nous libérerons des emplois, non seulement pour les chômeurs et chômeuses « inscrit(e)s », mais aussi pour tous les jeunes à la recherche d'un premier emploi et toutes les femmes confinées aux tâches domestiques et qui ne demanderaient pas mieux que d'avoir leur indépendance financière.

Il faut diminuer le temps de travail parce que nous avons besoin de temps pour partager les tâches ménagères entre hommes et femmes. Et nous voulons du temps pour vivre !

● Pour l'unité, égalité des femmes et des hommes :

La lutte contre la surexploitation et l'oppression des femmes suppose aussi qu'il y ait égalité effective en matière de salaires, de qualification et de formation.

Il ne doit plus y avoir de métiers exclusivement masculins ou féminins quitte à modifier techniques et conditions de travail !

L'éducation des enfants et les tâches domestiques doivent être le fait des hommes comme des femmes, et elle peuvent être largement prises en charge par des services collectifs : crèches, maisons d'enfants, laveries, restaurants suffisamment nombreux, de qualité et bon marché !

Le sexisme doit être combattu à l'école et dans la publicité.

Les femmes doivent pouvoir jouir comme elles l'en-

tendent de leur corps et de leur sexualité, décider librement de leurs grossesses.

Toute espèce de violence phallocratique doit être bannie.

Et nous sommes sûrs que la libération des femmes, ce n'est pas la division de la classe ouvrière, c'est au contraire une condition de son unité... contre la division voulue et entretenue par la bourgeoisie, pour ne pas socialiser les tâches domestiques, pour disposer d'une main d'œuvre de réserve à bon marché, pour protéger l'institution familiale patriarcale, solide pilier de l'ordre établi !

● Mêmes droits sociaux et politiques pour les travailleurs immigrés :

« Un seul patron, une seule classe ouvrière ».

Nous luttons pour que les travailleurs immigrés aient les mêmes droits sociaux et politiques sans qu'ils aient pour autant à renoncer à leurs spécificités et revendications nationales.

C'est la crise du capitalisme international qui est responsable de l'inflation et du chômage, pas les travailleurs immigrés !

Refusons d'en faire des boucs émissaires de nos difficultés, de laisser pointer le racisme et de nous faire les complices de nos propres exploités.

La solution au problème du chômage ce n'est pas l'expulsion des travailleurs immigrés comme la solution à l'inflation, ce n'est pas le blocage des salaires. La solution du chômage, c'est la semaine de 35 h assurant le partage du travail entre toutes les mains ouvrières disponibles.

## 3. Un seul patron, un seul syndicat :

Tel était le mot d'ordre traditionnel du mouvement ouvrier que les directions réformistes actuelles se sont empressés de remplacer par la pratique : « à chaque parti, son syndicat ! »

La tâche première du syndicat est de rassembler tous les travailleurs et toutes les travailleuses qui veulent lutter contre la même exploitation. Il ne peut y avoir de préalable politique à l'adhésion syndicale.

● Le fonctionnement démocratique du syndicat :

Certes, il est normal qu'un syndicat de classe qui lutte non seulement pour l'augmentation des salaires mais aussi pour l'abolition du salariat, élabore une stratégie politique. Mais dans la mesure où il est une organisation de masse rassemblant tous les courants du mouvement ouvrier on retrouvera en son sein différentes stratégies politiques. Et, au niveau de chaque instance syndicale, jusqu'au niveau confédéral, la position majoritaire devient la position de l'instance concernée. Il n'est donc pas possible que ne s'exprime dans une organisation syndicale qu'une stratégie politique, sous peine de faire du syndicat l'appendice d'un parti.

Or, quoi qu'elles en disent, la direction de la CGT tend à faire du syndicat une marge de manœuvre pour le PCF tandis que la direction CFDT utilise la confédération au profit du courant Martinet-Roccard dans le PS. Certes, l'unité cartellisée de la FEN n'est pas un exemple d'unification syndicale pour le mouvement ouvrier.

Les « tendances » syndicales ne doivent pas regrouper des individus mais des structures syndicales. Leur mode d'expression doit s'intégrer à la vie normale de la

Confédération et non lui être autonomes, avec un budget propre, une revue distincte, etc., réalisant en fait un syndicat dans le syndicat. Pour nous les tendances doivent s'intégrer au fonctionnement fédératif de l'organisation syndicale qui tout en assurant la cohésion d'ensemble notamment dans l'action contre le patronat, respect l'autonomie de chaque structure de base, le syndicat d'entreprise.

Sur la base d'un tel fonctionnement démocratique, respectant le fédéralisme et le droit de tendance pour les structures syndicales, rien ne s'oppose à la fusion syndicale et à l'unité organique. Il ne doit y avoir aucun préalable politique à une telle unification.

La seule discussion doit porter sur les conditions démocratiques de fonctionnement assurant l'expression de toutes les positions, mêmes minoritaires sans cartelliser pour autant l'organisation.

● Pour une centrale unique des travailleurs

Tel est le sens de notre lutte pour une centrale unique des travailleurs. Et dans les conditions politiques actuelles en France, nous apporterions un soutien critique, y compris à une fusion syndicale « décidée au sommet ». Car une telle fusion, même si elle se faisait d'une façon largement bureaucratique, entraînerait un puissant mouvement d'adhésion, donnerait confiance aux travailleurs. Elle stimulerait leurs luttes et leurs exigences de démocratie syndicale et ouvrière.

Dès aujourd'hui, c'est en luttant pour l'unité d'action CGT-CFDT (et chaque fois que possible pour l'unité d'action CGT-CFDT-FEN-FO) en combattant la soumission bureaucratique de la CGT et de la CFDT aux directions du PC et du PS, en dénonçant le soit disant apolitisme de FO, que nous préparons la voie à une centrale unique des travailleurs.

## 4. Pour des structures unitaires de masse

Lors des luttes se mettent en mouvement des milliers et des milliers de travailleurs jusque-là non syndiqués ou syndiqués inactifs.

Ils doivent avoir les moyens de s'organiser, de se regrouper dans des structures adaptées aux multiples tâches de l'action.

Outre les multiples commissions nécessaires à l'animation de la grève, doivent être régulièrement réunies des assemblées d'ateliers et de service. Elles prépareront les assemblées générales, et éliront les délégués d'ateliers et de services qui formeront le comité de grève responsable devant l'assemblée générale.

Pour que les organisations syndicales impulsent l'auto-organisation :

Dans les commissions, l'assemblée générale, le comité de grève, les organisations ont un rôle indispensable :

Elles y défendent leurs propositions ; mais elles doivent respecter les décisions adoptées après débat collectif. Il va de soi que si la position majoritaire dans le syndicat devient la position publique du syndicat présentée comme telle aux travailleurs, chaque syndiqué, à titre personnel, garde le droit comme tout travailleur de faire part de ses suggestions et propositions aux assemblées. Ce fonctionnement de démocratie directe est la seule façon de faire participer massivement les travailleurs à l'action. C'est la seule façon de forger l'unité malgré les divergences. C'est la leçon fondamentale de la longue lutte des LIP.

